

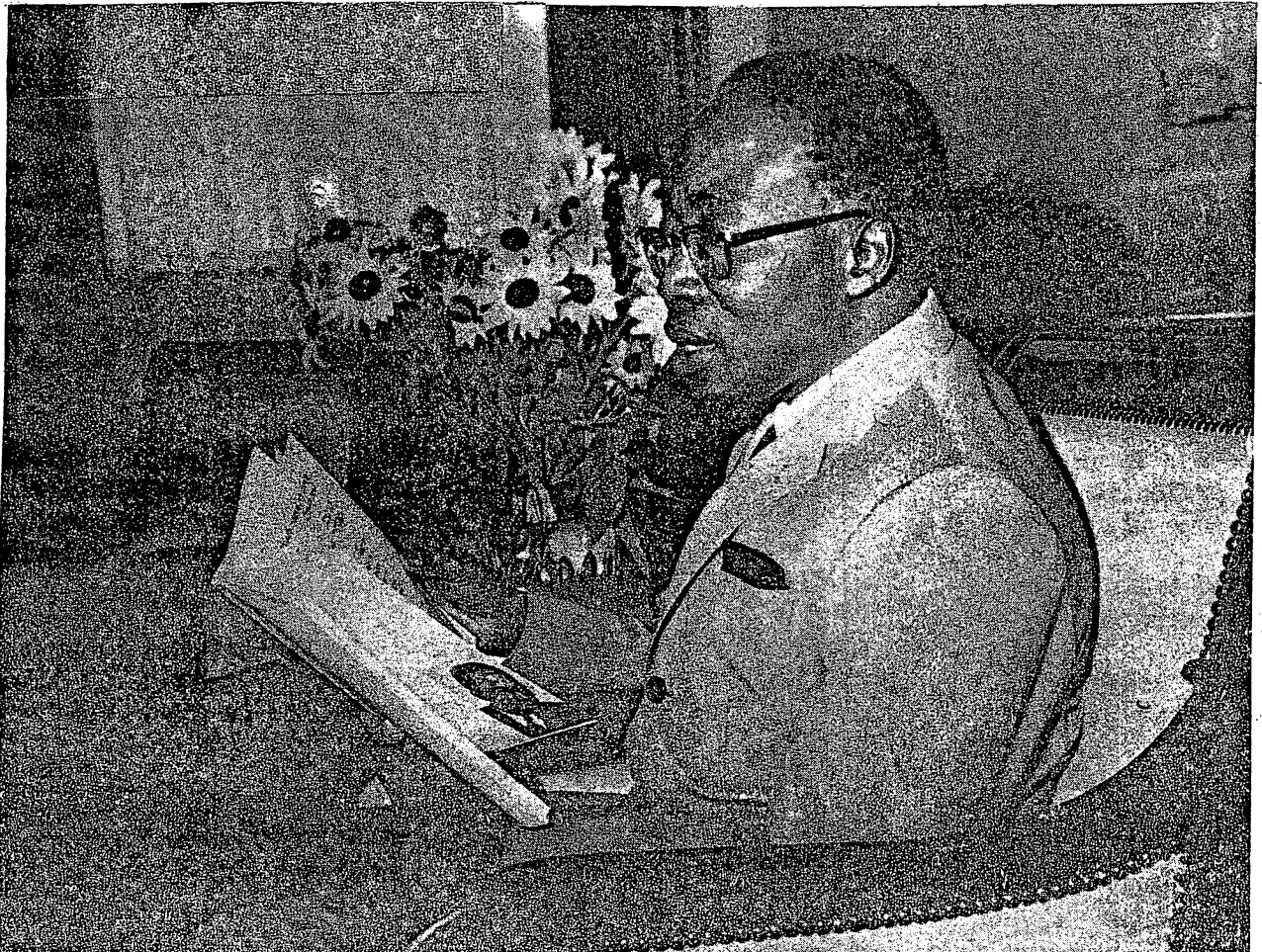
le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

SENEGAL

LES ELECTIONS LEGISLATIVES NE
PEUVENT PAS CACHER LA DICTATURE



PRIX : 1 FRANC

N° 58 - 13 février 1978

SOMMAIRE

Page 4 :

TCHAD : UN RALLIEMENT QUI
MONTRE LA NATURE DU FROLINAT

Page 5 :

GREVE GENERALE EN TUNISIE :
BOURGUIBA ASSASSINE LES TRA-
VAILLEURS

Page 7 :

MAURITANIE : CONGRES DU PPM
CONVOQUE POUR APPROUVER LA
POLITIQUE DE OULD DADDAH

Page 8 :

LA JUSTICE DES DICTATEURS :
LES EXECUTIONS

MADAGASCAR : DEMAGOGIE SUR
LES JEUX D'ARGENT

Page 9 :

MALI : CARTE DE SEJOUR,
TRAORE REND SERVIR A GISCARD

Page 10 :

SOMALIE-ETHIOPIE : LE NATIO-
NALISME PERPETUE LA GUERRE

Page 11 :

LES LEGISLATIVES EN FRANCE :
LE SORT DES TRAVAILLEURS NE
DEPEND PAS DES ELECTIONS

ABONNEMENTS

-FRANCE : un an
ordinaire : 12 F
sous pli fermé : 36 F

-AUTRES PAYS
écrire au journal

Adresser toute correspondance à
Combat Ouvrier
BP 80, 93 300
Aubervilliers France
en spécifiant :
"pour le P.A.T."

* * *

SENEGAL : LES ELECTIONS LEGISLATIVES NE PEUVENT PAS CACHER LA DICTATURE.

Au Sénégal la campagne électorale bat son plein, en vue des élections législatives du 26 Février prochain. Trois partis se font concurrence. Le PSS (Parti Socialiste Sénégalais) de Senghor, le PDS (Parti Démocratique Sénégalais) de Abdoulaye Wade et le PAI (Parti Africain de l'Indépendance) de Majhmout Diop, présentent chacun 100 candidats. Chaque dirigeant fait des déclarations hypocrites et démagogiques à la population dans ses tournées aux quatre coins du pays.

Aux problèmes des paysans concernant l'approvisionnement en eau et les routes, Senghor répond : "merci d'avoir fait état de vos doléances"-comme s'il n'était pas au courant des problèmes des paysans! -ou encore : "tout sera fait, mais par étape". A N'goye, la réponse a été encore plus cynique: "le changement depuis 1945 est effectif. Les belles toilettes des jeunes filles, leurs visages joufflus le prouvent assez bien."

Et chaque fois, avant de quitter les villages, Senghor et ses accoytes n'oublent jamais de réunir les marabouts et de leur demander de "prier pour le bonheur et la prospérité du Sénégal".

Si les dirigeants du PSS se permettent de dire que tout va bien et que les paysans n'ont pas à se plaindre c'est parce qu'ils sont tout simplement des crapules.

Le Sénégal reste un pays où règne la famine, la misère, parce qu'il est victime du capitalisme dont Senghor est le serviteur, non pas à cause d'on ne sait quelle force supérieure qui peut tout donner aux paysans grâce aux prières. Senghor le sait très bien, mais il connaît le poids de la religion et ne néglige pas de se servir des marabouts et des imams, qui ont de l'influence et qui soutiennent largement son pouvoir.

Mais les notables du PSS n'ont même pas un besoin indispensable de se faire approuver par la population pour se maintenir en place. On peut parier sans grand risque que l'écrasante majorité des sièges de l'Assemblée Nationale reviendra aux candidats PSS.

Aux élections municipales partielles de 1974, les fonctionnaires ont mis le bulletin UPS (actuel PSS) dans l'urne pour ceux qui ne prenaient pas la peine de venir voter, et ils sont même arrivés à inscrire et faire voter des personnes qui étaient mortes 40 ans auparavant !

A Lougré-Thioly, l'UPS avait obtenu 100 % (ce qui voudrait dire que mêmes les candidats PDS ont voté pour leurs concurrents de L'UPS!). Ailleurs, ceux qui ne votent pas pour le parti en place sont intimidés par la police et les notables locaux.

Ces caricatures d'élections que Senghor fait subir

.../...

à la population sont à l'image de la répression qui s'abat sur tous ceux qui osent manifester une opposition au régime.

En mai 77, parmi les cheminots qui faisaient grève pour de meilleurs salaires et une meilleure sécurité du travail, 73 personnes ont été licenciées. Plusieurs dizaines d'étudiants ont été expulsés de leur établissement pour avoir fait grève.

Les grèves sont, la plupart du temps, déclarées illégales. Senghor veut singer les systèmes bourgeois d'Europe mais il est incapable d'accorder les mêmes droits que dans les pays impérialistes (les droits d'expression, de réunion, d'association, de grève).

Les élections organisées par Senghor ne sont qu'un jeu truqué de A jusqu'à Z. D'ailleurs c'est Senghor seul qui décide si un parti peut y participer ou non. Mais cela n'empêche pas les dirigeants des autres partis (PDS et PAI) de les présenter comme un moyen de changer le sort de la population. Parce que eux-mêmes n'ont rien de fondamentalement différent de ceux qui sont en place. Le seul but des politiciens comme A. Wade et M. Diop, c'est de se retrouver un jour avec le salaire de ministre ou de chef d'Etat. Wade se dit d'ailleurs ouvertement fervent admirateur de Senghor. Et comme il le dit lui-même, le PDS est un parti de "contribution" et non "d'opposition". Majhmout Diop, malgré le titre de marxiste-léniniste qu'il porte, n'est pas différent. Il ne met en cause ni le capitalisme, ni les institutions mises en place par Senghor (la constitution, l'armée, la police ...) qui sont faites pour perpétuer l'exploitation capitaliste.

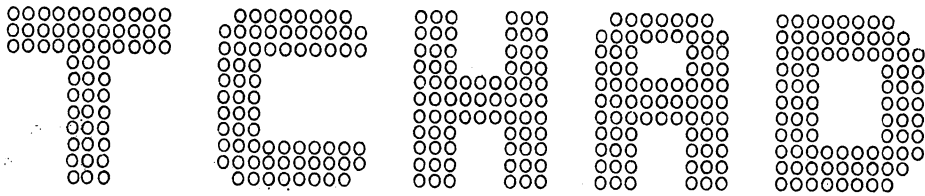
C'est pour ces raisons que le PDS et le PAI participent à la mascarade de démocratie de Senghor. Oh bien sûr, ils prennent parfois des positions différentes de celles de Senghor : M. Diop s'est déclaré contre la présence militaire française au Sénégal, pour une indépendance nationale... etc. Bien sûr, Wade et M. Diop paraissent nouveaux par rapport à Senghor. Mais ils font tous partie du même camp : le camp des exploités.

Et les différences sont si minimes entre eux que certains dignitaires vont d'un parti à l'autre comme on change de bus. Le cas le plus remarqué a été celui du député maire d'Oussoye, qui a démissionné du PSS pour rallier le PDS ! Ce n'est pas nouveau puisque A. Wade lui-même a suivi le même chemin !

Non, les travailleurs ne peuvent rien attendre de ces élections ; et ceux qui leurs disent qu'ils peuvent changer leur sort en votant pour tel ou tel parti ne sont que des trompeurs à la recherche de fauteuils bien payés, des bourgeois qui cherchent à perpétuer l'exploitation des travailleurs et des paysans pauvres par leurs exploités, qu'ils soient des capitalistes internationaux ou des capitalistes sénégalais.

Les travailleurs et les paysans pauvres ont leurs moyens à eux pour changer leur sort. Au lieu de se ranger derrière les politiciens bourgeois qui courent après leurs bulletins pour mieux s'asseoir sur eux, ils doivent s'organiser politiquement, à part, pour défendre leurs intérêts eux-mêmes. Par leur lutte ils peuvent imposer aux bourgeois l'existence de leur propre parti et prendre en charge la lutte pour les libertés démocratiques, mais sans oublier que leur victoire réelle ne viendra que quand ils remplaceront leur bulletin de vote par les armes, et balayeront tout l'Etat de Senghor - armée, police, constitution, Assemblée Nationale et jeu électoral truqué compris - ./.

* * * * *
* * * * *
* * * * *
* * * * *
* * * * *
* * * * *
* * * * *



UN RALLIEMENT

QUI MONTRE LA NATURE DU FROLINAT

Le Tchad se trouve de nouveau projeté au premier plan de l'actualité avec le nouvel enlèvement d'ôtages, la destruction par les rebelles de deux avions de l'armée de Malloum, et le récent ralliement de Hissen Habré, chef des combattants toubous.

Ces évènements ont montré que l'impérialisme français continue à intervenir directement au Tchad pour sauvegarder ses intérêts. Mais ils ont aussi montré, une fois de plus, la vraie nature du FROLINAT.

On se rappelle encore l'intransigence de ce dirigeant nationaliste qui avait détenu pendant près de trois ans les Claustre, envers le gouvernement français et envers Malloum lors des négociations pour la libération des ôtages. C'est ce même Habré qui vient de rallier le gouvernement qu'il combattait encore tout récemment.

Ce n'est pas surprenant car cet ancien sous-préfet de Kanem du temps de Tombalbaye, ne trouvait aucun inconvénient à collaborer avec le régime militaire. C'est un carriériste, qui ne cherche qu'une place dans l'appareil d'Etat. Et comme il n'a pas pu y arriver par la destitution du gouvernement de N'Djaména qui tarde à venir, il a choisi de lâcher ses compagnons d'armes ; il s'est simplement servi d'eux comme pions pour asseoir sa popularité afin de se vendre un peu plus cher. Tout comme il s'est servi des Claustre .

Déjà à l'époque où Habré combattait au FROLINAT dirigé par Abba Siddick, il lui fut reproché ce comportement. Finalement il fut exclu de cette organisation ; on lui reprochait d'être "à la solde du gouvernement de Tombalbaye et de l'impérialisme français".

Mais Abba Siddick a lui-même suivi la même trajectoire que Habré. Il vient d'être limogé en Août dernier. La nouvelle direction du FROLINAT d'Alger représentée par Boukar Mohamed a reproché à cet ancien ministre de la fonction publique de Tombalbaye de négocier un strapontin au gouvernement Malloum par l'intermédiaire de Bongo, actuel président en exercice de l'OUA !

Si un dirigeant de la taille de Abba Siddick est prêt à rallier, comme Habré, le gouvernement qu'il a combattu jusqu'à maintenant, cela montre qu'il n'y a pas de différence entre Malloum et eux.

Fondamentalement, ce que propose le FROLINAT n'est pas très différent de ce que fait le régime militaire. Dans son programme en huit point, cette organisation propose, entre autre, "la" destruction du régime néocolonial" pour le remplacer par "un Etat démocratique et populaire", le retrait des forces militaires françaises.

Autour de ce programme, le FROLINAT a su, depuis sa création en juin 1966 au congrès de Niala au Soudan, réunir tous les mécontents de la politique tribaliste de Tombalbaye. Il a su canaliser le mécontentement de la population toubou face aux prélèvements arbitraires des impôts et taxes sur le bétail pratiqués par des fonctionnaires aussi corrompus que le régime Tombalbaye. Et le FROLINAT bénéficie d'un crédit certain auprès de la population.

Mais lui aussi pratique une politique tribaliste. Son programme n'a rien de

.../...

socialiste comme le laisse entendre quelques fois au passage, la direction du FROLINAT. Le souci de cette organisation n'est pas de mettre fin à la misère et à l'exploitation, lots quotidiens de la population laborieuse tchadienne ; dans aucun passage du programme, il ne propose de détruire le système capitaliste en place, de virer les bourgeois nationaux, les Malloum et compagnie, qui sauvegardent les intérêts de l'impérialisme français dont l'un des principaux est le coton. Ce programme ne se donne pas cet objectif-là et moins encore d'aider les travailleurs des autres pays à se débarrasser de leur propre bourgeoisie. Ce langage, le FROLINAT ne le tient pas. Il parle plutôt d'"intérêt national", d'"Etat national" ou d'"indépendance véritable".

En ce sens, il n'est pas étonnant de voir certains membres du "Front" se laisser charmer par l'opération jadis prônée par Tombalbaye, aujourd'hui par Malloum : la "reconciliation nationale". Parce que, en réalité, sur le plan social, le FROLINAT et les dirigeants de N'Djaména servent la même classe, celle de la bourgeoisie.

C'est pourquoi, si les travailleurs et les paysans pauvres tchadiens vomissent le régime de Malloum trop ouvertement lié à l'impérialisme français, ils ont aussi tout intérêt à ne pas suivre le FROLINAT, faire confiance à cette organisation. Car celle-ci ne représente en rien leurs aspirations.

Si le "Front" arrive au pouvoir et renverse Malloum, il retournera ses armes contre la population qu'il prétend représenter. La seule garantie possible pour les exploités tchadiens, c'est de créer une organisation de classe propre à eux, indépendamment des organisations bourgeoises telles que le FROLINAT.

Même si les travailleurs peuvent mener des actions ponctuelles communes avec le FROLINAT, ils ont tout à gagner en gardant leur indépendance. C'est de cette seule façon que les travailleurs doivent lutter s'ils ne veulent pas voir un jour leur lutte récupérée par des éléments bourgeois.

0 0 0 0 0 0 0 0 0 0

GREVE GENERALE EN TUNISIE

BOURGUIBA ASSASSINE LES TRAVAILLEURS

Le 26 janvier dernier, les travailleurs tunisiens, à l'appel de l'UGTT (Union Générale des Travailleurs Tunisiens), ont montré par la grève générale, qu'ils sont capables d'exprimer leur mécontentement par la lutte contre le régime dictatorial.

Aussitôt la grève générale déclenchée, le régime dictatorial de Bourguiba a fait sortir son armée et sa police des casernes pour réprimer violemment les travailleurs qui manifestaient dans les rues de Tunis.

Plus de 200 manifestants ont été tués et plusieurs centaines d'autres, blessés

.../...

et emprisonnés. Tous les quartiers de Tunis ont été quadrillés par la police et l'armée. Et depuis, c'est l'Etat d'Urgence qui règne. Les universités sont aussi fermées et surveillées par les forces de l'ordre, car les étudiants tunisiens ont montré leur solidarité avec la classe ouvrière.

Le gouvernement qui a tiré sur les manifestants ose dire avec une monstrueuse hypocrisie que c'est "la faute aux provocateurs". Et pour soutenir Bourguiba, toute la presse bourgeoise et gouvernementale a appuyé la dictature en participant à la campagne contre "les jeunes violents" et "les sans emploi". Le gouvernement, après avoir arrêté Habib Achour et d'autres dirigeants syndicaux, a repris en main l'UGTT en y mettant des personnes plus fidèles à sa politique.

Si aujourd'hui les dirigeants comme Habib Achour sont en prison, ce n'est pas parce qu'ils étaient les défenseurs intransigeants de la classe ouvrière tunisienne. Ces dirigeants-là ont, pendant plusieurs années, collaboré avec Bourguiba. Habib Achour, ainsi que plusieurs autres dirigeants de l'UGTT ont été membres depuis longtemps du Parti Socialiste Destourien de Bourguiba.

C'est Achour qui, en janvier 1977, a signé un pacte avec la bourgeoisie afin de garantir "la paix sociale", c'est-à-dire faire de telle sorte que les ouvriers tunisiens ne revendiquent pas des augmentations de salaires et des conditions meilleures de travail. C'est donc avec l'aide du syndicat que le gouvernement a obligé les travailleurs à subir la misère et la vie chère pendant des années.

Mais depuis le mois d'octobre 1977, les ouvriers d'une des plus grandes usines de textile (la SOGITEX) à Ksar-Hellal, ont commencé la lutte en déclenchant une grève. Le mécontentement a gagné d'autres usines et d'autres villes (Sfax, Beja, Sousse...etc.). La direction de l'UGTT n'hésitait pas alors à condamner les ouvriers qui selon elle, faisaient des "grèves sauvages" et "illégales". Et c'est malgré ces dirigeants que les ouvriers ont continué leur lutte.

Cette vague de grève a ébranlé quelque peu le régime. Quelques ministres et hauts fonctionnaires sentant l'impopularité grandissante de Bourguiba, ont émis quelques critiques à l'égard de son régime. Si Habib Achour a lui aussi émis des critiques et démissionné du PSD, c'est pour monnayer son crédit auprès de la classe ouvrière dans la course pour la succession de Bourguiba.

En mettant la classe ouvrière au pas, par la violence, Bourguiba défend en même temps les intérêts de la bourgeoisie tunisienne et ceux de la bourgeoisie impérialiste qui est la principale bénéficiaire de l'exploitation des ouvriers. L'impérialisme italien, français et américain, est lié par d'importants contrats industriels et militaires avec le régime destourien.

Des contrats de plusieurs millions de dollars sont en effet signés avec des constructeurs d'armes (missiles, chars, avions etc...) tels que Ford Corporation ou Creusot Loire.

La classe ouvrière tunisienne vient d'effectuer une lutte par la grève générale, pour la première fois depuis plus de 20 ans. Elle vient de démontrer que, malgré la terreur de la dictature, malgré les dirigeants syndicaux qui ne sont que des imposteurs, la classe ouvrière peut faire trembler ses ennemis de classe si elle est déterminée.

Elle doit se souvenir de cette expérience, pour s'en servir dans ses luttes futures. Le régime de Bourguiba, comme tant d'autres régimes africains, sait faire de beaux discours, mais quand ses intérêts sont mis en question, il n'hésite jamais à utiliser les armes.

Cette expérience est aussi une leçon pour tous les travailleurs des pays d'Afrique, qui n'ont ni le droit de revendiquer, ni même le droit de s'exprimer sans être menacés de prison et de torture.

MAURITANIE : CONGRES DU PPM convoqué pour approuver la politique de ould daddah

Le 25 janvier dernier, Ould Daddah a convoqué un congrès extraordinaire de son parti, le PPM (Parti du Peuple Mauritanien). Il a fait un long discours pour convaincre les congressistes de la nécessité de continuer sa sale guerre contre le peuple saharoui. Cette guerre est selon lui utile pour "la réunification de la patrie".

Ould Daddah, s'adressant plus particulièrement à la jeunesse de son parti, déclara que sa "préoccupation demeure de promouvoir dans la justice et dans la dignité, l'émancipation et le progrès du peuple en assurant l'indépendance du pays".

Mais malgré sa phraséologie et son discours trompeur à l'égard des jeunes, les débats sont restés sans enthousiasme, sinon inexistant. Seul un petit groupe de responsables du parti a discuté et acclamé les positions de Ould Daddah sur la guerre. Mais la majorité des congressistes a adopté une attitude passive et froide par rapport à son discours démagogique.

Les résolutions n'ont même pas été soumises au vote. Cela n'est pas étonnant, car Ould Daddah n'avait pas convoqué ce congrès pour en débattre avec les membres de son parti. C'est surtout pour resserrer les rangs des membres du parti derrière sa politique et sanctionner par la même occasion ceux qui ne le suivent pas dans cette guerre criminelle contre le peuple saharoui.

Manifestement, même dans son propre parti, Ould Daddah a rencontré des personnes hostiles à la guerre du Sahara, en particulier la jeunesse. Non pas par solidarité vis-à-vis du peuple saharoui, mais parce que cette guerre est de plus en plus impopulaire. Et c'est parce que Ould Daddah n'a pas le soutien de la population qu'il s'est rendu à Paris quelques jours après le congrès, chez son maître Giscard d'Estaing, chef de file de l'impérialisme français.

Ould Daddah a bien sûr remercié Giscard pour son aide matérielle et militaire. Car il n'est un secret pour personne que l'armée de l'impérialisme français basé à Dakar est intervenue directement et ouvertement au Sahara, aux côtés de son armée. Mais il a aussi demandé un accroissement de cette aide militaire française.

D'ailleurs un certain nombre de hauts fonctionnaires et personnalités comme Ismaïl Ould Amar, directeur de la SNIM, avaient déjà exprimé le souhait que l'armée française intervienne directement en territoire mauritanien. Il s'agit selon eux d'assurer la sécurité du peuple mauritanien et l'indépendance de ce pays.

Si l'armée française intervient dans cette région, c'est pour sauvegarder les intérêts miniers des capitalistes français. Ould Daddah est le serviteur de cet impérialisme. Quand il parle de "sécurité du peuple mauritanien" il s'agit de la sécurité de son gouvernement./.

EN BREF - EN BREF - EN

congo

LA JUSTICE DES DICTATEURS : LES EXECUTIONS

Le gouvernement militaire du Congo vient de fusiller le 7 février dernier, 10 des 14 personnes accusées d'avoir trempé dans l'assassinat du président Marien N'Gouabi.

Les dictateurs galonnés se sont même félicités d'avoir fait un "grand procès". En effet ce procès a été retransmis en direct à la télévision et à la radio.

Mais en réalité, c'était un procès truqué à l'avance. Les accusés n'ont même pas eu le droit d'avoir leur avocat. C'est le gouvernement qui a désigné les avocats de telle sorte qu'ils ne disent rien qui ne nuise.

L'ancien président Massemba Débat a d'ailleurs été exécuté avec deux autres de ses acolytes, sans être jugé.

Toute cette sinistre mascarade de procès a été menée au nom du "socialisme scientifique", prôné aussi bien par N'Gouabi que par ses successeurs à la tête du Parti Congolais du Travail. C'est toujours au nom de ce socialisme que N'Gouabi a renversé par un coup d'Etat le gouvernement civil de Massemba Débat.

Tous ces dictateurs, même s'ils chantent "l'Internationale", n'ont rien à envier aux régimes comme ceux de Moussa Traoré ou de Sékou Touré. Ce sont de véritables ennemis des travailleurs, qu'ils exploitent, méprisent et assassinent, les uns au nom du "socialisme", les autres au nom du "patriotisme", mais tous pour les intérêts du capitalisme.

MADAGASCAR

LA DEMAGOGIE DE RATSIRAKA SUR LES JEUX D'ARGENT

Depuis quelques années on assiste à une prolifération des jeux d'argent à Madagascar : loterie (jeu du tourniquet), tombola, jeux avec mises, sweepstake (tiercé), etc... Tout récemment a éclaté le scandale d'un haut fonctionnaire qui a joué et perdu au casino, une forte somme provenant de pots de vin et de détournements.

A la suite des prises de position de l'opinion publique, Ratsiraka a fait une déclaration contre les pots de vin, et contre les jeux d'argent qui, selon lui, seraient contraires aux "objectifs de la révolution", car cela pousse les travailleurs à remettre leur sort aux mains du hasard ...etc.

Pour lutter contre ces fléaux, Ratsiraka a interdit...l'accès des casinos aux ressortissants malgaches. On devine l'efficacité de cette mesure. Les fonctionnaires continueront à recevoir des pots de vin pour les dépenser ailleurs ! Qu'importe à Ratsiraka car son souci est simplement de donner l'impression qu'il est strict envers ses hauts fonctionnaires.

Quand aux jeux d'argent eux-mêmes, pas question d'y toucher ; bien au contraire, le tiercé, par exemple, a été modernisé et popularisé depuis l'arrivée de Ratsiraka au pouvoir, car cela rapporte des millions à l'Etat.

BREF EN BREF EN BR

Les jeux d'argent sont effectivement des jeux sordides, qui endorment la conscience des pauvres en leur faisant croire qu'il peuvent sortir de la misère autrement que par la lutte.

Mais ce n'est pas Ratsiraka qui y changera quelque chose, car le premier et toujours gagnant dans ces jeux, c'est lui.

* * * * *

mali

CARTES DE SEJOUR :

TRAORE REND SERVICE A GISCARD

Depuis quelques mois, le gouvernement de Moussa Traoré confisque les cartes de séjour et passeports des travailleurs maliens qui rentrent définitivement au pays et veulent retirer leur caution.

C'est une manière d'empêcher ces derniers de revenir travailler en France dans le cas où ils auraient changé d'avis face aux difficultés rencontrées au pays.

Bien sûr que la décision du dictateur de Bamako de stoper l'émigration malienne n'est pas seulement dictée par le départ massif des paysans de Kangniaga, de Diaffonou ou Guidimaka vers la France. Elle vient surtout de l'impérialisme français qui a décidé, avec les mesures de Stoleru, de renvoyer un certain nombre de travailleurs émigrés chez eux.

Et pour faire plaisir à ses maîtres Giscard-Barre, Traoré a vite fait d'appliquer cette politique en retenant au Mali, les travailleurs venus de France.

* * * * *

SOMALIE - ETHIOPIE

le nationalisme perpétue la guerre

L'armée éthiopienne du dictateur Menguistu a entrepris, depuis janvier, une grande offensive contre la Somalie. Elle est en train de prendre du terrain face à la Somalie qui occupe, avec le FLSO (Front de Libération de la Somalie Occidentale) la région Sud de l'Ethiopie.

Cette offensive vient après une aide militaire importante de l'Union Soviétique et de Cuba au gouvernement éthiopien.

Ce conflit n'oppose pas uniquement les deux pays de la corne d'Afrique. C'est un champ de lutte entre les grandes puissances. L'URSS joue la carte éthiopienne parce que ce pays, plus grand et plus peuplé que la Somalie, occupe une position stratégique intéressante dans ce coin du globe. Quant à Israël, s'il aide l'Ethiopie, c'est parce que ce pays s'oppose aux pays arabes.

De son côté, la Somalie reçoit le soutien des pays impérialistes, comme la France et l'Allemagne Fédérale. Elle reçoit aussi les aides des USA par l'intermédiaire des pays arabes tels que l'Iran et l'Arabie Saoudite.

En attisant les conflits frontaliers, le nationalisme d'un peuple ou d'un autre, les grandes puissances poussent les peuples à une guerre fratricide. Tout cela pour leurs intérêts propres,; ceux des peuples qui vivent dans cette région, ne les touchent pas du tout.

Les dirigeants éthiopiens et somaliens, qui se réclament tous du socialisme, loin de vouloir résoudre les maux qui frappent leurs populations, qui sont parmi les plus pauvres du monde, les poussent les unes contre les autres. C'est en cultivant le nationalisme le plus barbare qu'ils comptent résoudre les problèmes frontaliers hérités du passé colonial.

Dans cette affaire, les victimes, ce sont les travailleurs et les paysans pauvres qui ont été mobilisés pour cette guerre. Ce sont les populations somalis qui habitent les zones de guerre et subissent les bombardements systématiques de l'armée somalienne hier, et aujourd'hui, de celle de l'Ethiopie.

Les exploités d'Ethiopie et de Somalie ne doivent pas faire confiance à de tels hommes qui, d'en haut, les font s'entretuer pour des intérêts qui ne sont pas les leurs.



LES LEGISLATIVES EN FRANCE

LE SORT DES TRAVAILLEURS NE DEPEND PAS DES ELECTIONS

Le 12 mars prochain, les électeurs français vont élire des députés. Les partis de droite comme de gauche prétendent que de ces élections qui vont venir, dépend le changement de société. Ce n'est qu'une tromperie car ce n'est pas la première fois que des élections législatives ont lieu en France. Tous les 5 ans on fait élire des députés par la population pour faire croire que c'est tout le monde qui décide de la politique à suivre.

Les travailleurs français ont déjà fait l'expérience de tous les gouvernements aussi bien de droite que de gauche, mais jamais quelque chose de profond n'a changé sans qu'ils imposent leurs intérêts par la lutte et par la grève générale. Quand la gauche avait des ministres au gouvernement, elle a toujours servi la bourgeoisie et n'a jamais tenu les promesses faites aux travailleurs.

Le PC, en 1945-47, avait participé au gouvernement bourgeois et avait empêché les travailleurs de faire la grève, sous prétexte que c'est "l'arme des trusts", et qu'il fallait d'abord produire et revendiquer ensuite. Mitterand qui aujourd'hui prétend défendre les travailleurs est un politicien bourgeois de longue date. Il a rendu bien des services à la bourgeoisie française, notamment pendant la guerre d'Algérie, quand il était ministre de la 4^{ème} République. Le Parti Communiste quant à lui, même s'il n'était pas alors au gouvernement, il a voté les pleins pouvoirs au socialiste Guy Mollet et le budget militaire pour combattre le peuple algérien qui luttait contre le colonialisme.

Ces partis, même s'ils se réclament du socialisme ou du communisme, ne mettent pas en cause les fondements du capitalisme. Ils disent officiellement qu'ils sont pour "l'économie de marché", c'est-à-dire la liberté pour les capitalistes de faire ce qu'ils voudront de leurs capitaux. Ils se montrent raisonnables vis-à-vis de la bourgeoisie car si aux travailleurs ils promettent d'augmenter le SMIC à 2 400 F, il n'y a aucune garantie qu'il ne sera pas rogné par l'inflation. S'ils proposent de nationaliser quelques entreprises, ils garantissent en même temps le rachat de ces entreprises, même celles qui sont en difficulté, pour laisser à la bourgeoisie la liberté d'investir dans les secteurs plus rentables.

Ils viennent d'ailleurs de démontrer leur fidélité à ces mêmes capitalistes, en abandonnant leur opposition à la force de frappe. Aujourd'hui, Marchais et Mitterand sont de fiers partisans de la bombe atomique et de l'armement nucléaire qui engloutissent des milliards de francs nouveaux pris dans la poche des travailleurs par les impôts pour les donner aux grands capitalistes du nucléaire sous forme de subventions.

Oh certes aujourd'hui, le PC s'attaque violemment au PS et lui reproche de trahir les travailleurs. Mais c'est ce même parti et Marchais lui-même qui l'avait soutenu en 1974, lors des élections présidentielles en disant aux travailleurs que Mitterand va les défendre. Marchais affirme que le PC veut avoir des ministres dans un éventuel gouvernement Mitterand, c'est-à-dire des ministres qui obéiraient forcément à Mitterand au nom de la "solidarité ministérielle".

Tous ces partis jouent sur les espoirs et la confiance que la majorité des travailleurs leur accordent. Les travailleurs ne doivent pas tolérer ce mépris. Ils peuvent profiter de ces élections pour exprimer leur méfiance vis-à-vis de tous ces faiseurs de discours. Ils peuvent le faire en votant pour les candidats de Lutte Ouvrière, les seuls à dire clairement que : gouvernement de gauche ou de droite, les travailleurs ne doivent compter que sur leurs luttes.

C'EST CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.